



Monsieur Claude Wiseler  
Président de la Chambre des Députés  
Luxembourg

Luxembourg, le 14 juin 2024

Monsieur le Président,

Conformément à l'article 80 du règlement de la Chambre des Députés, je vous prie de bien vouloir transmettre la question parlementaire suivante à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures.

Dans un message sur le réseau social « X », Monsieur le Ministre a écrit :

« Des Weideren, an Zukunft :

- Vill Gemenge musse manner an de Fonds de l'emploi abezuelen
- D'Dotatioun 2024 un d'Gemengen ass ëm 126,7 Milliounen Euro eropgaang
- Ausbezuele vum Fonds communal de péréquation un d'Gemengen
- Ausschaffe vun de Subsidé fir d'Gemengen, zesumme mam Syvicol »

Sachant que l'augmentation de la dotation en 2024 n'est pas le résultat d'une réforme politique, j'aimerais recevoir plus d'informations sur les trois autres réformes annoncées par Monsieur le Ministre.

Ainsi, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre :

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir un tableau comparatif qui reprend les contributions au Fonds de l'emploi par communes pour 2022, et les contributions théoriques si cette réforme annoncée avait déjà été en place ?
- Monsieur le Ministre peut-il me fournir un tableau qui reprend le montant total du Fonds communal de péréquation ainsi que les montants exacts que chaque commune recevra de ce Fonds ?
- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer quand il prévoit de réformer les contributions au Fonds de l'emploi, la liquidation du Fonds communal de péréquation, et la réforme des subsides, sachant que dans sa réponse à ma question parlementaire n°723, il a annoncé d'effectuer les changements au Fonds de dotation globale des communes dans le cadre du budget de l'Etat 2025 ?

Veuillez croire, Monsieur le Président, en l'assurance de mon profond respect.

Dan Biancalana  
Député



**Réponse de Monsieur le Ministre des Affaires intérieures Léon Gloden à la question parlementaire n° 893 de l'honorable Député Dan Biancalana concernant les finances communales.**

L'honorable Député s'enquiert des contributions au Fonds pour l'emploi par commune pour 2022, telles qu'elles auraient été dues si la réforme annoncée avait déjà été en place pour l'année 2022. Un tableau annexé à la présente reproduit ces contributions au Fonds de l'emploi pour 2022 par commune. Je me permets également de vous communiquer la participation directe au produit en Impôt commercial communal (ICC) ainsi que le Fonds de dotation globale des communes (FDGC) par commune pour l'année 2022.

L'honorable Député s'enquiert également des avoirs au Fonds communales de péréquation conjoncturale. Un tableau annexé à la présente reproduit ces avoirs au total et par commune.

Le projet de loi n° 8409 concernant la réforme des contributions des communes au Fonds pour l'emploi ainsi que le projet de loi n° 8408 portant sur l'abolition du Fonds communal de péréquation conjoncturale, ont été adoptés par le Conseil de gouvernement en date du 19 juin 2024 et ont été déposés le 3 juillet 2024.

Pour ce qui concerne la réforme des contributions des communes au Fonds pour l'emploi, il y a lieu de noter qu'à l'heure actuelle, les communes doivent contribuer ensemble au Fonds pour l'emploi sur base d'un mécanisme complexe de détermination des contributions communales individuelles au Fonds qui conduit à des inégalités entre les communes. Le résultat est que depuis 2021, moins d'un tiers des communes y ont contribué : 31 communes en 2021, 28 communes en 2022 et 27 communes en 2023. Par ailleurs, la contribution au Fonds de plus de la moitié de ces communes est plus élevée que leurs participations directes aux produits de l'impôt commercial communal. D'ailleurs de nombreuses communes d'une taille importante n'y ont pas contribué depuis 2021, comme notamment la ville de Dudelange.

C'est également dans le cadre de son avis du 18 novembre 2016 que le Syndicat des Villes et Communes luxembourgeoises (SYVICOL) a considéré que ce mode de calcul « *des contributions des communes au Fonds pour l'emploi est non seulement excessivement compliqué, mais n'est surtout accompagné d'aucune argumentation justifiant la hausse très substantielle des contributions de certaines communes (surtout des communes rurales avec une superficie importante), alors que d'autres voient leurs contributions diminuer par rapport aux années précédentes. La solidarité ne devrait jouer pas seulement entre le secteur communal et les demandeurs d'emplois, mais aussi entre l'ensemble des communes. Pour cette raison, le SYVICOL plaide pour un système similaire à celui qui [était] en place, où la contribution d'une commune est proportionnelle à ses recettes ICC, ce qui apparaît plus juste et plus équitable* <sup>1</sup> ».

Ce constat était d'ailleurs partagé par les participants aux événements intitulés « soirées pour les élus locaux », qui se sont tenus dans les villes de Diekirch, Esch-sur-Alzette, Luxembourg et dans la commune de Junglinster. Lors de ces rencontres, la proposition de nouvelles modalités de contribution, fondées sur une méthode de calcul directe et proportionnelle, a été accueillie favorablement.

<sup>1</sup> Avis du SYVICOL, du 18 novembre 2016, n°7036



Ce faisant, le projet de loi a pour objet de remédier à ces inégalités sur base du principe de solidarité et de rendre plus juste le système des contributions au Fonds pour l'emploi en définissant de nouvelles modalités de contribution pour les communes. Il a encore pour objet de simplifier les modalités de contribution en introduisant une méthode de calcul directe et proportionnelle des contributions individuelles des communes. Ainsi, en basant la contribution de chaque commune sur sa participation directe au produit en impôt commercial communal généré sur son territoire par rapport au total des participations directes de l'ensemble des communes au produit en impôt commercial, le nouveau système assure que chaque commune contribue en fonction de sa capacité financière. Ces nouvelles modalités garantissent une répartition plus transparente et équitable des charges et constituent une application du principe de solidarité entre communes, où celles financièrement les mieux dotées, contribuent dans une proportion plus élevée au Fonds. La nouvelle méthode de calcul assure également une meilleure prise en compte des situations financières individuelles des communes en mettant en place des modalités de contribution qui s'adaptent aux répercussions financières dues aux conjonctures économiques au niveau local.

Concernant l'abolition du Fonds communal de péréquation conjoncturale, il y a lieu de noter que le fonds communal de péréquation conjoncturale a été mis sur pied en 1967 pour équilibrer les finances des communes afin de faire face aux diminutions massives des recettes ordinaires des communes ou à une augmentation importante des dépenses des communes à la suite d'une dépression économique.

Toutefois, les alimentations au fonds ont cessé en 1975 et le dernier prélèvement s'est fait en 1985. L'Etat a par ailleurs repris tous ses moyens dans le cadre de la Division Anti Crise (DAC). Cependant, ce fonds existe toujours en tant que fonds d'argent de tiers auprès du Trésor de l'Etat et accuse un avoir de 52.191.668,82 EUR depuis mars 2015. Ces considérations mettent en exergue que le fonds a été créé afin de servir en tant qu'instrument de politique conjoncturelle pour coordonner à l'échelon national la politique économique et plus particulièrement la politique conjoncturelle. Cependant l'avoir actuel du fonds ne permettrait plus à ce dernier de remplir cette fonction si les conditions d'accès venaient à être remplies. Dans ce contexte, le fonds ne serait pas à même de fournir une assistance en temps opportun et il ne répond plus aux exigences de la solidarité communale. Au regard des considérations qui précèdent, couplé de cette inertie des avoirs du fonds ainsi que la non-alimentation pendant presque 50 ans de ce dernier, le bien-fondé du fonds communal de péréquation conjoncturale a également été remis en cause par d'autres acteurs<sup>2</sup>.

Pour ce qui concerne la réforme des aides en capital du ministère des Affaires intérieures en matière des équipements collectifs de base, les travaux du groupe de travail avec le SYVICOL pour évaluer, voire augmenter ces aides sont en cours.

---

<sup>2</sup> Avis de la Cour des comptes du 8 novembre 2011, dans le cadre du projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2012, n°6350



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère des Affaires intérieures

Luxembourg, le 31 juillet 2024

Le Ministre des Affaires intérieures

(s.) Léon GLODEN

Commune	Participation au Fonds pour l'emploi 2022	Participation au Fonds pour l'emploi simulée 2022	Différence	Participation directe au produit en ICC 2022	FDGC 2022
Beaufort	0,00	9.364,18	9.364,18	77.907,43	10.030.068,34
Bech	0,00	9.686,27	9.686,27	80.587,14	4.858.387,14
Beckerich	0,00	32.047,11	32.047,11	266.623,33	9.944.825,17
Berdorf	0,00	8.451,89	8.451,89	70.317,42	6.989.707,24
Bertrange	317.504,90	557.587,58	240.082,68	4.638.978,94	28.169.603,90
Bettembourg	0,00	309.937,42	309.937,42	2.578.596,13	36.496.595,49
Bettendorf	0,00	13.992,52	13.992,52	116.414,05	10.131.886,69
Betzdorf	0,00	-101.785,69	-101.785,69	-846.829,60	13.595.119,75
Bissen	0,00	95.594,03	95.594,03	795.316,64	11.301.705,16
Biwer	711.452,64	125.310,13	-586.142,51	1.042.546,62	6.890.258,30
Boulaide	315.624,11	3.296,72	-312.327,39	27.427,84	5.680.173,63
Bourscheid	383.572,82	13.097,34	-370.475,48	108.966,36	6.576.116,03
Bous	0,00	12.636,82	12.636,82	105.134,95	5.722.726,31
Clervaux	1.437.272,33	222.832,27	-1.214.440,06	1.853.904,64	22.354.128,85
Colmar-Berg	0,00	32.896,23	32.896,23	273.687,77	8.076.501,98
Consdorf	0,00	9.005,86	9.005,86	74.926,32	7.481.241,22
Contern	1.387.448,17	273.041,42	-1.114.406,75	2.271.631,31	14.928.524,55
Dalheim	0,00	15.099,29	15.099,29	125.622,04	7.996.506,25
Diekirch	0,00	87.055,26	87.055,26	724.276,36	23.655.827,87
Differdange	0,00	384.196,46	384.196,46	3.196.411,37	97.866.210,97
Dippach	0,00	25.537,38	25.537,38	212.464,13	14.532.627,85
Dudelange	0,00	254.207,83	254.207,83	2.114.940,87	72.465.010,35
Echternach	0,00	252.921,88	252.921,88	2.104.242,08	20.051.356,16
Ell	0,00	14.696,91	14.696,91	122.274,38	5.556.360,23
Erpeldange-sur-Sûre	0,00	79.345,35	79.345,35	660.132,02	8.307.204,86
Esch-sur-Alzette	0,00	647.838,00	647.838,00	5.389.838,14	148.202.936,19
Esch-sur-Sûre	379.250,54	19.743,52	-359.507,02	164.260,81	11.446.267,04
Ettelbruck	0,00	119.870,10	119.870,10	997.287,04	30.939.519,33
Feulen	0,00	7.935,44	7.935,44	66.020,76	7.984.621,62
Fischbach	0,00	2.996,10	2.996,10	24.926,77	4.459.392,27
Flaxweiler	0,00	21.069,16	21.069,16	175.289,74	7.650.780,67
Frisange	0,00	93.560,96	93.560,96	778.402,10	15.553.743,28
Garnich	0,00	17.045,03	17.045,03	141.810,10	7.602.427,13
Goesdorf	131.421,01	10.506,48	-120.914,53	87.411,09	6.129.210,28
Grevenmacher	381.711,14	328.277,24	-53.433,90	2.731.178,46	17.598.861,24
Grosbous	33.523,68	12.306,08	-21.217,60	102.383,30	4.150.889,97
Habscht	0,00	33.838,04	33.838,04	281.523,44	16.293.268,41
Heffingen	0,00	9.443,87	9.443,87	78.570,47	5.134.427,33
Helperknapp	0,00	28.880,93	28.880,93	240.281,57	15.577.509,46
Hesperange	0,00	665.906,34	665.906,34	5.540.161,94	50.311.556,19
Junglinster	0,00	176.636,36	176.636,36	1.469.567,09	28.905.177,69
Käerjeng	0,00	233.048,59	233.048,59	1.938.901,70	34.716.767,69
Kayl	0,00	50.191,21	50.191,21	417.577,38	30.874.419,14
Kehlen	0,00	116.174,24	116.174,24	966.538,48	19.868.435,73
Kiischpelt	499.843,14	6.036,19	-493.806,95	50.219,52	5.078.114,95
Koerich	918.762,95	171.786,65	-746.976,30	1.429.218,83	9.412.565,47
Kopstal	0,00	45.918,94	45.918,94	382.033,28	13.016.895,48
Lac de la Haute-Sûre	566.311,14	9.860,34	-556.450,80	82.035,42	8.633.646,70
Larochette	0,00	14.253,34	14.253,34	118.583,94	7.384.310,16
Lenningen	0,00	30.472,80	30.472,80	253.525,52	7.102.265,24
Leudelange	1.477.637,78	177.146,82	-1.300.490,96	1.473.813,94	10.326.689,99

Commune	Participation au Fonds pour l'emploi 2022	Participation au Fonds pour l'emploi simulée 2022	Différence	Participation directe au produit en ICC 2022	FDGC 2022
Lintgen	0,00	57.401,73	57.401,73	477.566,97	11.232.785,78
Lorentzweiler	0,00	58.909,34	58.909,34	490.109,87	14.195.420,30
Luxembourg	0,00	8.399.373,84	8.399.373,84	69.880.534,57	590.858.511,74
Mamer	0,00	361.437,40	361.437,40	3.007.062,07	33.527.492,57
Manternach	0,00	25.328,04	25.328,04	210.722,47	8.000.442,11
Mersch	0,00	343.810,32	343.810,32	2.860.409,52	34.597.839,36
Mertert	549.839,31	311.412,34	-238.426,97	2.590.867,02	15.982.595,13
Mertzig	0,00	14.775,73	14.775,73	122.930,07	7.616.600,83
Mondercange	0,00	237.626,82	237.626,82	1.976.991,29	22.852.480,25
Mondorf-les-Bains	0,00	92.733,11	92.733,11	771.514,60	17.899.992,93
Niederanven	1.757.412,43	421.557,13	-1.335.855,30	3.507.242,11	22.564.464,09
Nommern	0,00	8.413,85	8.413,85	70.001,00	5.219.694,04
Parc Hosingen	1.035.418,88	69.427,62	-965.991,26	577.619,16	14.906.785,05
Pétange	0,00	287.576,78	287.576,78	2.392.561,61	67.534.162,73
Préizerdaul	0,00	9.482,19	9.482,19	78.889,26	5.984.036,76
Putscheid	289.096,79	9.243,51	-279.853,28	76.903,51	4.453.464,14
Rambrouch	692.988,16	64.683,44	-628.304,72	538.148,84	17.773.298,95
Reckange-sur-Mess	0,00	11.110,66	11.110,66	92.437,70	8.998.436,64
Redange-sur-Attert	0,00	56.919,62	56.919,62	473.555,94	11.077.780,56
Reisdorf	0,00	2.392,93	2.392,93	19.908,57	4.676.245,32
Remich	0,00	95.413,74	95.413,74	793.816,73	13.149.049,77
Roeser	0,00	189.084,59	189.084,59	1.573.133,01	21.668.016,37
Rosport-Mompach	235.171,92	58.840,39	-176.331,53	489.536,26	13.318.161,69
Rumelange	0,00	57.989,73	57.989,73	482.459,02	18.514.839,88
Saeul	0,00	4.642,30	4.642,30	38.622,72	3.348.674,36
Sandweiler	268.544,44	242.645,38	-25.899,06	2.018.744,41	12.392.179,91
Sanem	0,00	309.673,48	309.673,48	2.576.400,19	57.177.400,22
Schengen	0,00	130.482,17	130.482,17	1.085.576,60	16.968.827,75
Schieren	0,00	43.211,16	43.211,16	359.505,21	7.108.757,30
Schifflange	0,00	209.523,82	209.523,82	1.743.181,92	36.548.053,29
Schuttrange	399.034,45	282.258,29	-116.776,16	2.348.313,14	14.335.544,98
Stadbredimus	0,00	38.917,83	38.917,83	323.785,88	6.524.805,60
Steinfort	0,00	167.054,26	167.054,26	1.389.846,56	19.315.898,35
Steinsel	0,00	103.858,45	103.858,45	864.074,40	17.629.590,33
Strassen	0,00	618.930,01	618.930,01	5.149.331,43	32.929.096,99
Tandel	139.265,40	924,80	-138.340,60	7.694,11	8.306.105,05
Troisvierges	732.482,13	121.969,36	-610.512,77	1.014.752,29	12.711.036,16
Useldange	0,00	14.366,96	14.366,96	119.529,25	7.054.539,23
Vallée de l'Ernz	0,00	10.089,66	10.089,66	83.943,28	9.722.153,75
Vianden	0,00	20.723,00	20.723,00	172.409,78	7.698.110,07
Vichten	0,00	3.339,01	3.339,01	27.779,67	4.640.607,71
Wahl	3.486,01	4.120,27	634,26	34.279,51	3.892.738,12
Waldbillig	0,00	6.287,80	6.287,80	52.312,83	6.761.431,36
Waldbredimus	0,00	16.617,17	16.617,17	138.250,43	4.327.104,36
Walferdange	0,00	132.434,37	132.434,37	1.101.818,40	27.147.656,53
Weiler-la-Tour	0,00	15.340,40	15.340,40	127.628,00	8.185.516,39
Weiswampach	1.717.951,37	146.097,10	-1.571.854,27	1.215.488,62	9.014.304,34
Wiltz	0,00	86.165,56	86.165,56	716.874,29	27.362.426,86
Wintrange	2.271.847,57	127.710,94	-2.144.136,63	1.062.520,76	18.903.572,20
Winseler	1.022.953,40	87.269,31	-935.684,09	726.057,25	5.762.236,41
Wormeldange	0,00	76.435,64	76.435,64	635.924,02	10.466.637,76

Commune	Fonds communal de péréquation conjoncturale en EUR
Beaufort	39.812,85
Bech	24.680,89
Beckerich	92.783,43
Berdorf	36.816,23
Bertrange	377.670,44
Bettembourg	849.713,65
Bettendorf	79.161,73
Betzdorf	62.311,50
Bissen	141.799,51
Biwer	116,59
Boulaide	18.109,81
Bourscheid	51.718,53
Bous-Waldbredimus	72.616,00
Clervaux	111.560,57
Colmar-Berg	813.878,82
Consdorf	55.772,32
Contern	208.074,27
Dalheim	42.641,09
Diekirch	628.357,05
Differdange	4.377.103,21
Dippach	119.065,04
Dudelange	3.016.046,04
Echternach	670.006,58
Ell	18.228,86
Erpeldange-sur-Sûre	43.058,75
Esch-sur-Alzette	0,00
Esch-sur-Sûre	53.100,05
Ettelbruck	801.198,39
Feulen	29.330,43
Fischbach	18.258,04
Flaxweiler	37.807,44
Frisange	107.899,70
Garnich	49.634,17
Goesdorf	25.010,62
Grevenmacher	163.228,15
Groussbus-Wal	44.723,19
Habscht	182.855,65
Heffingen	27.141,29
Helperknapp	65.251,44
Hesperange	560.879,06
Junglinster	263.066,79
Käerjeng	577.655,34
Kayl	714.517,12
Kehlen	96.456,99
Kiischpelt	44.450,18
Koerich	94.960,06
Kopstal	160.332,84
Lac de la Haute-Sûre	47.621,68
Larochette	108.572,37
Lenningen	34.261,22
Leudelange	95.211,44



Commune	Fonds communal de péréquation conjoncturale en EUR
Lintgen	130.322,80
Lorentzweiler	106.166,70
Luxembourg	22.939.117,75
Mamer	217.433,62
Manternach	39.880,06
Mersch	417.084,52
Merttert	418.016,09
Mertzig	50.716,72
Mondercange	411.565,29
Mondorf-les-Bains	118.682,77
Niederanven	170.413,23
Nommern	20.324,83
Parc Hosingen	82.230,29
Pétange	2.495.798,44
Préizerdaul	37.549,23
Putscheid	260.966,68
Rambrouch	169.028,27
Reckange-sur-Mess	62.893,77
Redange-sur-Attert	109.823,06
Reisdorf	23.284,80
Remich	158.518,69
Roeser	187.394,73
Rosport-Mompach	115.801,04
Rumelange	502.577,92
Saeul	11.784,12
Sandweiler	226.353,86
Sanem	2.022.432,17
Schengen	128.995,41
Schieren	69.049,78
Schifflange	1.361.462,78
Schuttrange	84.054,87
Stadtbredimus	17.579,11
Steinfort	414.031,14
Steinsel	152.095,34
Strassen	234.462,89
Tandel	54.216,45
Troisvierges	122.973,92
Useldange	64.028,56
Vallée de l'Ernz	83.054,27
Vianden	353.279,11
Vichten	21.528,79
Waldbillig	24.488,63
Walferdange	0,00
Weiler-la-Tour	31.446,70
Weiswampach	33.633,75
Wiltz	875.052,35
Wincrange	79.683,90
Winseler	24.938,97
Wormeldange	100.923,24
<b>Total</b>	<b>52.191.668,82</b>

